



La démocratie partout dans tous les lieux et espaces de pouvoir

ARGUMENTAIRE

Si la démocratie est la capacité individuelle et collective de maîtriser son avenir, elle est aussi la possibilité pour une majorité sociale et politique de transformer la société, de changer la vie pour tous. Notre socialisme, c'est donc la démocratie jusqu'au bout. Pas simplement de façon institutionnelle mais aussi dans toutes les strates de la société. Égalité et démocratie sont les deux termes essentiels de la même équation politique, celle de la transformation sociale au service des classes populaires et moyennes qui aspirent au progrès. Dans notre perspective, l'égalité permet donc à chaque citoyen d'appréhender et de faire vivre la république sociale démocratique et laïque.

Dans une République oligarchique, dans laquelle l'espace démocratique tend à se restreindre sous la pression du capitalisme néolibéral, notre responsabilité est par conséquent de porter le socialisme démocratique dans tous les lieux de pouvoir. Il s'agit de rouvrir un nouveau cycle de progrès et d'égalité en élargissant le champ des possibles.

Le rétrécissement de la démocratie ou l'avènement de l'oligarchie

Une république oligarchique

Nous ne pouvons nous satisfaire de simulacres d'une simple démocratie formelle. Il ne s'agit pas uniquement d'un bulletin dans une urne tous les 5 ans. L'action du politique, comme représentant légitime de la volonté populaire, plie actuellement sous le pouvoir économique, tout en étant concentré entre les mains de quelques-uns, entraînant la multiplication des conflits d'intérêts. À l'opposé, le socialisme signifie autant le partage des richesses que le partage des pouvoirs.

La République oligarchique exclue les citoyens qui ne sont pas intégrés aux sphères de décisions. Cette exclusion n'est pas automatiquement planifiée, mais elle est conditionnée par des rapports de "savoirs-pouvoirs". Ces rapports sont la manifestation de l'emprise du capitalisme oligarchique sur les médias de masse, qui dans le traitement de l'information, déterminent ce qui constitue l'agenda politique, tout autant qu'au fonctionnement technocratique des institutions qui rend de plus en plus illisible le schéma de prise de décision. Par exemple, cette exclusion se manifeste par l'importance du réseau dans la recherche d'un emploi, alors que 80% des offres ne sont pas publiques.

L'emprise du capitalisme néolibéral sur les pouvoirs politiques et économiques

Libéraliser puis privatiser les services publics et les entreprises stratégiques, constitutionnaliser l'indépendance de la banque centrale, interdire l'impôt européen, refuser toute augmentation du budget communautaire, se focaliser uniquement sur l'inflation et la dette publique plutôt que de s'intéresser aux errements des marchés financiers ont été des choix politiques imposés par la droite et adoués, à bien



des égards, par les sociaux-démocrates européens. Le simple fait qu'une agence de notation privée ait le pouvoir d'agir sur les taux d'intérêt des prêts accordés aux Etats entre eux montre à quel point le système marche sur la tête. L'Europe est le lieu d'affrontement de la politique contre la finance, du pouvoir du peuple contre le pouvoir des marchés.

L'austérité, la rigueur sont autant de manifestations de cette prédominance actuelle des banques sur les Etats. Le sauvetage des établissements financiers, plus rapide et massif que le sauvetage de la Grèce ou du Portugal, et sans aucune contrepartie en est une autre illustration.

Une crise monétaire est toujours une crise du politique.

Une crise monétaire est toujours une crise du politique. Ce n'est pas tant la force du marché qui étonne que l'incapacité du politique à faire face. Ou bien le politique est mis à l'échelle du monétaire, ou bien le monétaire est mis à l'échelle du politique. Il n'a jamais existé d'entre-deux viable. A cet égard, l'indépendance de la BCE des pouvoirs politiques n'est pas viable dans une perspective démocratique.

La capitulation des gouvernements devant le mur de l'argent s'opère notamment au détriment des fortes mobilisations sociales sur tout le continent qui viennent illustrer l'homogénéité des revendications et aspirations des salariés au niveau européen (Grèce, Espagne, Portugal, France, Angleterre).

L'abstention encore très forte et la montée de l'extrême droite lors des élections cantonales en mars 2011, illustre la rupture entre les citoyens et l'ensemble des partis politiques républicains. Elle vient sanctionner ce refus du politique de jouer pleinement son rôle face au capitalisme. Elle vient également sanctionner l'exercice du pouvoir par la droite, cette République des copains et des coquins, indécente et vulgaire, qui protège les puissants, qui modifie les règles du jeu pour garder ses avantages, qui permet le maintien au pouvoir d'un ministre raciste.

En Tunisie, en Algérie, en Egypte, et ailleurs, des révoltes populaires ont trouvé leur essor à l'aide des jeunes. Ceux-ci aspirent à être libres, à s'émanciper, à vivre mieux, à manger à leur faim, à travailler. Les populations se dressent contre l'autoritarisme et la brutalité, osent affronter un ordre établi violent. Ils ont montré au monde entier que, par une action collective, des peuples en mouvement peuvent espérer transformer radicalement la société.

Dans ce désordre international, la démocratie est une valeur cardinale. Il nous incombe de la soutenir partout dans le monde, là où elle est bafouée, comme en Côte d'Ivoire, là où elle tente d'émerger comme en Tunisie. Le sens de notre engagement internationaliste est d'œuvrer dans le sens d'une alternative démocratique pour la transformation sociale.

Le socialisme démocratique pour changer la vie

Il s'agit de permettre à chacun de pouvoir agir en tant que citoyen. Redonner espoir dans la capacité de transformation des socialistes, c'est avant tout affirmer que les citoyens peuvent retrouver la maîtrise de leurs vies.

Le retour à la confiance entre les citoyens et la politique passera par une vision renouvelée des processus délibératifs et de prise de décision. Une vision où l'on partage les pouvoirs politiques, où il n'y a plus l'éternel président d'exécutif ou l'éternel parlementaire qui reste en place jusqu'à la perte de l'élection.

Notre projet

En France, cela passe par l'avènement d'une 6ème République parlementaire et primo-ministérielle avec un fort contrôle du pouvoir législatif sur l'exécutif, où le gouvernement est responsable devant le parlement.

Le non-cumul des mandats, tant simultané que dans le temps, la parité sont des étapes nécessaires pour le renouvellement du paysage politique. Le mandat unique sera la règle, les nominations du ressort du Parlement et le retour de l'éthique en politique une réalité. Le secret défense ne peut être qu'une exception et chaque parlementaire pourra organiser une commission d'enquête s'il le souhaite. Les conflits d'intérêt seront strictement encadrés afin que la voix du peuple prévaille toujours sur la voix de l'argent.

C'est en expliquant comment, avec le peuple et pour le peuple, nous entendons reconquérir les espaces de démocratie perdus, que nous convaincrions de notre capacité à pouvoir transformer réellement et radicalement la société. Ce qui implique de rétablir un rapport de forces favorable à notre camp social en renforçant la démocratie sociale : il est aussi urgent de faire vivre aussi la démocratie au sein même des entreprises, cela passe par une extension des droits syndicaux et une forte résorption des contrats de travail précaires en faisant primer le CDI sur les contrats atypiques. Nous pronons la création de conseil d'entreprises et de comités d'hygiène et de sécurité de territoire pour que l'ensemble des salariés bénéficient des mêmes droits quelque soit la taille de l'entreprise. Les salariés ne doivent plus être éloignés de la prise de décision, notamment lors des négociations salariales annuelles, l'Etat doit imposer des résultats en terme de revalorisation salariale au patronat lors de la conférence tripartite.

Tout comme il est indispensable que dans chaque conseil d'administration des services publics, dans chaque syndicat de propriété, les usagers soient représentés avec droit de vote. De la même façon, les citoyens doivent participer par moitié aux commissions d'attribution de logement HLM.

Nous prônons par ailleurs le contrôle démocratique des médias - à commencer par le service public audiovisuel - et le refus de la concentration capitaliste (de grands groupes capitalistes possèdent actuellement des radios, télévisions et des titres de la presse écrite au mépris de la liberté de la presse...)

Dans le même temps, cette reconquête démocratique doit s'opérer au niveau européen et international. La gauche en France ne gagnera en 2012 que si elle porte avec conviction et persévérance le projet d'une République fédérale européenne, sociale et laïque. Qu'il s'agisse de politiques de droite comme de gauche, un contrôle par le parlement européen de la politique monétaire, budgétaire, ainsi que la possibilité de lever l'impôt et l'emprunt sont nécessaires. Les institutions internationales, de l'ONU au FMI en passant par l'OMS et la Banque mondiale, doivent également adopter un fonctionnement démocratique.

La possibilité permanente du peuple de mettre fin à la soumission au néo-libéralisme

Les mobilisations sociales nous imposent d'être à la hauteur et d'être en capacité de transformer la société dans la durée en étant en lien permanent avec le mouvement social. Au pouvoir comme dans l'opposition, la gauche doit marcher sur ses deux jambes.

C'est quand la gauche apporte des réponses politiques aux aspirations de la société qu'elle la fait vibrer avec elle. Sur un continent où la liberté d'expression prévaut et où la démocratie formelle demeure, ne restons pas impassibles. Agissons alors avec autant de courage et de convictions que ces jeunes qui se mobilisent au péril de leur vie, de la torture et de l'emprisonnement politique pour conquérir la liberté, la démocratie et la justice sociale.

Être la génération des conquêtes de la gauche : Se donner les moyens de conquérir les pouvoirs

Nous portons un projet de transformation sociale pour rendre les hommes et les femmes plus libres car plus égaux, un projet où l'Etat permet à chacun de se réaliser en fonction de ses efforts, de son travail, et en aucun cas de sa naissance. Le devoir de la puissance publique est de mettre en place une nouvelle répartition des richesses, de garantir le droit à la dignité des individus par l'égalité et de permettre à chacun d'être libre, d'être maître de son avenir, quels que soient ses choix et son parcours. Nous serons à l'offensive, sur tous les territoires, sur tous les fronts. La gauche, pour vaincre et transformer la société, doit aussi changer.

Les enjeux des primaires

Faire participer notre camp social et porter nos idées.

Le MJS doit œuvrer à faire des primaires un outil pour revivifier la gauche en permettant à tous ceux qui portent dans le quotidien de leurs vies nos valeurs d'investir notre famille politique. C'est une formidable occasion de mobilisation de tous ceux qui s'investissent dans les associations, les syndicats, les mouvements d'éducation populaire et qui pourtant peinent à investir les partis politiques. Le Mouvement des Jeunes Socialistes doit être le creuset de tous ces jeunes qui veulent transformer la société.

La façon dont on arrive au pouvoir conditionnant toujours la nature de celui-ci, nous ferons des primaires une machine à gagner la présidentielle de 2012.

Elles modifieront très clairement le démarrage de la présidentielle.

- Face à un candidat investi par un cercle fermé de gros donateurs, nous soutiendrons celui ou celle qui aura la légitimité d'une part importante du peuple de gauche. Il s'agit là d'un premier acte nous menant vers le changement, vers la fin de l'ordre établi. Aussi, l'enjeu sera qu'un maximum de personnes participe à ce processus, qu'elles soient socialistes ou non, à partir du moment où elles veulent changer radicalement le cours des choses.
- Il faut que la gauche, dans sa pluralité, soit associée à l'émergence d'un socle programmatique partagé. Il est encore temps d'appeler toute la gauche sociale et politique à venir participer à ce processus. Le peuple de gauche, que nous ne pouvons décevoir une fois de plus, veut reprendre son destin en main. Incarnons alors ceux qui rendent les pouvoirs.
- Nous organiserons des rencontres-débats avec tous les candidats aux primaires afin de favoriser une libre expression des jeunes dans la primaire des idées.

Nous avons l'ambition d'être le changement que nous voulons voir naître. Nous sommes cette génération changement qui, dans les 12 mois que nous avons devant nous, changera la façon dont on fait la politique. Donner la parole à tous et partager les savoirs, quels que soient les origines et les parcours de chacun, sont les piliers de ce changement. La gauche aura la responsabilité de répondre au peuple, et de lui rendre la maîtrise de son avenir. Nous nous y engageons.